

Positions

À la veille de la session de printemps 2019 des Chambres fédérales

18.4165 (CE) Mo. Accord institutionnel entre la Suisse et l'UE. Le Conseil fédéral ne doit pas signer cet accord institutionnel

NON à la motion. En raison de leurs liens économiques étroits avec l'UE, les industries du secteur chimie, pharma, sciences de la vie ont un intérêt vital à préserver les accords bilatéraux et soutiennent donc les efforts visant à les stabiliser dans une superstructure institutionnelle. Pour notre industrie à fort coefficient de recherche et tributaire de ses exportations, **les accords bilatéraux Suisse - UE constituent un facteur comparatif majeur, sans perspective d'une solution de rechange équivalente.**

17.060 (CE) Entreprises responsables – pour protéger l'être humain et l'environnement. Initiative populaire

NON à cette initiative. Les entreprises suisses sont confrontées à un risque de pression accru de la part d'organisations d'entraide autoproclamées. **La responsabilité visée** par ce texte est sans précédent **et n'est pas coordonnée au niveau international**, de sorte qu'on se trouverait en présence d'une **initiative isolée de la Suisse, aux effets négatifs**. Celle-ci ferait aussi planer sur les tribunaux helvétiques la menace d'une surcharge coûteuse, qui ne profiterait guère, en revanche, aux personnes susceptibles d'être concernées à l'étranger.

16.077 (CE) CO. Droit de la société anonyme. Proj. 2

NON au contre-projet indirect à l'initiative populaire **Entreprises responsables** – proposé par CAJ-E. Malgré les améliorations apportées à la proposition du Conseil national, ce texte ne prend pas davantage en considération les préoccupations essentielles de l'économie. De plus, un contre-projet indirect n'aurait de sens que si le retrait de l'initiative était assuré; or, le comité d'initiative n'en donne pas la garantie à l'heure actuelle.

18.3394 (CE) Mo. Elargir la base démocratique des exportations d'armes

NON à cette motion réclamant l'alignement, par analogie, des critères d'exclusion de la loi sur le contrôle des biens sur ceux de la loi sur le matériel de guerre. Les biens à double usage ne sont pas des armes, des systèmes d'armes ou des explosifs militaires. L'assimilation de biens à double usage à du matériel de guerre n'est ni utile ni raisonnable. **scienceindustries rejette catégoriquement les initiatives nationales** consistant à **légiférer en solitaire, sans concertation multilatérale**, parce qu'elles infligent un désavantage concurrentiel aux entreprises concernées ayant leur siège en Suisse.

19.008 (CE/CN) Politique économique extérieure 2018. Rapport

Représentante d'une industrie tournée vers le monde entier, scienceindustries **salue les efforts déployés par le Conseil fédéral pour étendre et moderniser le réseau des accords de libre-échange**, afin de consolider les relations avec l'UE et le Royaume-Uni, comme pour soutenir l'urgente modernisation de l'OMC.

18.089 (CE) Accord de libre-échange entre les Etats de l'AELE et l'Equateur. Approbation; 18.090 (CE) Accord de libre-échange entre les Etats de l'AELE et la Turquie et accord agricole entre la Suisse et la Turquie. Approbation

OUI au nouvel accord de libre-échange avec l'Equateur et à la modernisation de l'accord actuel avec la Turquie. L'accès au marché mondial, de préférence sans obstacle, pour les produits des secteurs chimie, pharmacie et sciences de la vie, est essentiel au maintien de la compétitivité de la place économique suisse et de la prospérité de notre pays.

18.3717 (CN) Mo. Aucune concession en ce qui concerne l'huile de palme; 17.317 (CN) in. ct. TG Exclure l'huile de palme de l'accord de libre-échange avec la Malaisie; 18.303 (CN) in. ct. GE. Exclusion de l'huile de palme et de ses dérivés des discussions de libre-échange entre la Suisse et la Malaisie et l'Indonésie

OUI à la motion. Aucune concession concernant l'huile de palme. **NON** aux deux initiatives cantonales réclamant l'exclusion de l'huile de palme. scienceindustries juge contre-productif de sortir catégoriquement l'huile de palme d'un éventuel accord de libre-échange avec la Malaisie et l'Indonésie, puisque cela conduirait à l'échec des négociations, **partant à désavantager des entreprises suisses par rapport à leurs concurrentes de l'UE** et des Etats signataires de l'accord de partenariat transpacifique TPP. La production nationale d'oléagineux n'est pas menacée par la prise en compte de l'huile de palme. Conclure **l'accord de libre-échange** permettra en outre, grâce au resserrement des liens qu'il favorise avec les partenaires commerciaux, de **promouvoir conjointement une production durable.**

17.3417 (CE) Mo. Dédouanement électronique. Allègement de la bureaucratie et plus grande flexibilité des franchises douanières

OUI à cette motion, qui vise à faire progresser le programme DaziT. Non seulement pour le trafic voyageurs, mais aussi pour l'industrie à vocation mondiale, il importe d'optimiser la numérisation des processus douaniers grâce à la mise en œuvre rapide du projet DaziT de l'AFD et d'améliorer ainsi les conditions-cadre.

17.3067 (CE) Mo. Si la Suisse paie la formation coûteuse de spécialistes, ils doivent aussi pouvoir travailler ici

OUI à la motion. Le Conseil national a adopté ce texte à une confortable majorité lors de la session d'automne 2018 et la CIP-E recommande également au Conseil des Etats de l'accepter. La Suisse finance actuellement la formation de travailleurs qualifiés sans que le marché du travail ne puisse en bénéficier par la suite. Du point de vue économique, c'est une perte et un désavantage stratégique pour notre site de production et d'innovation. L'amendement de l'ordonnance OASA (at. 21) proposé par la motion apparaît donc nécessaire.

18.081 (CE/CN) Loi sur les produits thérapeutiques. Nouvelle réglementation sur les dispositifs médicaux

OUI à cette nouvelle réglementation. La révision proposée améliorera sensiblement la qualité et la sécurité des dispositifs médicaux, partant la protection des patients. Une réglementation nationale s'écartant de celle de l'UE exclurait les patients suisses de ces améliorations, leur rendrait plus difficile l'accès à 500'000 dispositifs médicaux en Europe et désavantagerait les fabricants suisses gros exportateurs de dispositifs médicaux par rapport à leurs concurrents européens.

17.3716 (CE) Mo. LAMal. Introduire un article de promotion de l'innovation

NON à cette motion. scienceindustries est en principe favorable à l'introduction d'un article de loi sur l'approbation des projets pilotes, mais cette question est déjà abordée dans le cadre du premier paquet de mesures visant à réduire les coûts de la santé, de sorte qu'il n'est pas nécessaire de confier un nouveau mandat au Conseil fédéral.

16.423 (CE) Iv. pa. Libérer le personnel dirigeant et les spécialistes de l'obligation de saisie du temps de travail.

OUI à la prolongation de délai de l'iv. pa. scienceindustries apporte aujourd'hui comme hier son plein soutien à cette initiative parlementaire et se prononce donc pour une prolongation de délai. Compte tenu des transformations sociales et de l'internationalisation croissante du monde du travail, il est grand temps d'assouplir les exigences relatives à l'enregistrement du temps de travail pour une catégorie déterminée de travailleurs.

18.4102 (CE) Po. Stratégie de données cohérente pour le domaine de la santé

OUI au postulat. Cependant, le rapport sur la stratégie en matière de données ne devrait pas se focaliser unilatéralement sur les mesures de réduction des coûts, mais accorder aussi la place qu'il mérite à l'objectif d'une amélioration de la qualité et de l'efficacité. Outre le fait d'éviter les doublons et de réduire la

charge administrative, une stratégie de données doit notamment permettre d'améliorer la qualité des soins et du traitement des patients.

17.073 (CE) Accord conclu entre la Suisse et l'UE sur le couplage de leurs systèmes d'échange de quotas d'émission. Approbation et mise en œuvre (modification de la loi sur le CO₂)

Oui à cet accord. Nous saluons la décision du Conseil national et de la CEATE-E de relier le SEQE européen à celui de la Suisse. **En matière de sécurité programmatique comme du point de vue des contraintes de politique climatique, il offre aux entreprises d'ici des conditions équivalentes à celles de leurs concurrentes européennes.** Pour les entreprises grandes consommatrices d'énergie, dont l'horizon d'investissement est très long, cet accord revêt une importance primordiale.

18.4087 (CE) Mo. Réformes structurelles d'Agroscope en faveur de la recherche dans le domaine agricole; 18.4088 (CE) Mo. Une structure axée sur la pratique pour Agroscope

OUI à ces deux motions. scienceindustries soutient la proposition de la CF-N d'étudier une stratégie visant à **renforcer Agroscope** et d'examiner l'adéquation du budget consacré par les pouvoirs publics à la recherche agronomique. Dans les décennies à venir, la recherche et le développement de solutions durables et pratiques dans les secteurs de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement joueront un rôle primordial pour la maîtrise des défis économiques, environnementaux et climatiques. Par conséquent, les **efforts de l'Etat en matière de recherche agronomique doivent aussi être réexaminés en permanence afin de rester aussi efficaces que possible.**

scienceindustries est l'association économique faitière suisse du secteur chimie, pharma, sciences du vivant. Ses quelque 250 entreprises membres réalisent plus de 98% de leurs chiffres d'affaires à l'étranger et constituent la principale industrie exportatrice de notre pays, avec près de 45% de la totalité des ventes suisses à l'étranger. Elles contribuent aussi pour près de 40% aux dépenses de recherche privées de la Suisse entière.

Vos contacts à scienceindustries:

Stephan Mumenthaler
 Directeur
 Tél. 044 368 17 20
stephan.mumenthaler@scienceindustries.ch

Marcel Sennhauser
 Directeur adjoint - Responsable Communication
 Tél. 044 368 17 44
marcel.sennhauser@scienceindustries.ch